

immigration policy. While a positive view of immigration is common across all provinces, reasons for deeper involvement in this area differ, reflecting both varied experiences with immigration across the country and diverging needs in political economies and societies. Paquet identifies society-building as the main motivator for Quebec and Manitoba, labour market demands for Alberta and Saskatchewan, response to new needs created by immigration for Ontario and British Columbia, and the desire to attract and retain newcomers for the Atlantic provinces. A third strength is the author's use of province-building as a concept to frame developments in immigration management. *Province-building* anchored much of the literature on federalism in the 1970s, and while the term was criticized as too broad and vague, Paquet effectively revives it in this book to demonstrate that in the field of immigration, provinces can be agents of change. But the author does not use province-building as a catch-all to describe any agitation by the provinces. She is clear that a province-building mechanism is best identified only if federalism is viewed as a set of interactions between two equal and sovereign orders of government. The interactional approach pushes aside the vertical view of federalism and embraces a richer consideration of every province's political, social and economic contexts; this facilitates a more holistic perspective for studying federal-provincial relations in Canada.

A corollary of the province-building mechanism in immigration policy is the role of provincial political elites as mobilizers. Paquet observes that the initiative to federalize—to activate the “province-building mechanism”—was neither the result of campaign debate nor of demands from citizens or social movements. Through their interactions with each other and the federal government, premiers recognized the importance of active involvement in immigration. Bilateral agreements between the levels gave the provinces more control over selecting immigrants and successfully integrating them into provincial life and labour markets. Paquet's examination is thus a refreshing reminder—at a time when hyperpartisanship seems the norm and discussions about immigration can be flashpoints—that there is a history of consensus among political leaders in Canada that newcomers are a valuable resource for all provinces.

The focus of the book—a manuscript based on an excellent dissertation—is squarely on immigration. Since immigration is a shared constitutional power, an argument could be made that room for province-building has always existed in this policy space. The book thus prompts questions for others to consider: In what other policy areas might this mechanism be activated? And does the absence of conflicting views among elites about immigration as a net positive for Canada make this policy field unique? Could disagreements among provincial elites about a policy area have a dampening effect on triggering the province-building mechanism?

Setting aside these niggling questions, Paquet has offered students of federalism a terrific account of federal-provincial relations in immigration policy. Her emphasis on gradual institutional change, on province-building and decentralization mechanisms, and on an interactional approach to federalism will be relied upon in future analyses in this discipline.

## Où atterrir ? Comment s'orienter en politique

**Bruno Latour, Paris : Éditions La Découverte, 2017, pp. 155**

Yves Laberge, Centre de recherche en éducation et formation relatives à l'environnement et à l'écocitoyenneté - Centr'ERE

Anthropologue prolifique et théoricien de l'anthropocène, longtemps rattaché à la prestigieuse École des mines de Paris, le Professeur Bruno Latour est surtout connu pour l'un de ses

premiers livres, intitulé *Nous n'avons jamais été modernes: essai d'anthropologie symétrique* (1991), et pour son avant-dernier essai, *Face à Gaïa: Huit conférences sur le nouveau régime climatique* (2015), parus tous deux aux Éditions La Découverte. Or, c'est dans *Où atterrir ?* que Bruno Latour apporte sans doute sa critique la plus acérée sur l'indifférence des décideurs actuels face aux enjeux environnementaux et climatiques, dont la négation est colportée par certains politiciens et relayée par certains médias: « On ne se rend pas assez compte que la question du climato-négationnisme organise toute la politique du temps présent » (37). Dès l'*incipit* (la première phrase du livre), Bruno Latour s'attaque inévitablement aux politiques américaines (voir pp. 9, 11, 34, 36, 44, 48, 51, 53 et sq.) et dénonce nommément la désinformation et l'ère de la post-vérité (36).

*Où atterrir ?* se subdivise en vingt points. D'abord, il se poserait désormais un choix entre « moderniser ou écologiser » (63): « La perversité du front de modernisation, c'est qu'en ridiculisant la notion de tradition comme quelque chose d'archaïque, il a rendu impossible toute forme de transmission, d'héritage, de reprise, et donc de transformation, bref d'engendrement » (112). Par ailleurs, les politiciens ayant opté pour l'écologisme (et, inversement, les écologistes engagés dans la politique active) n'ont pas complètement réussi à gagner une majorité suffisamment efficace au sein des instances décisionnelles (64 et 94). Outre le constat — déjà assez bien connu — mais encore trop peu pris en compte par les élus, il y a des solutions proposées. Bruno Latour les formule tout au long du livre et les récapitulera dans les dernières pages. Premièrement, il appelle à dépasser les clivages « gauche-droite » devenus obsolètes, voire contre-productifs dans les stratégies politiques, afin d'unifier toutes les forces d'opposition prônant le changement (socialisme, écologisme politique) contre ces forces réunies que sont le productivisme effréné, la pollution, la surconsommation et la mondialisation (40, 64, 66 et 74). Ensuite, il faudrait réinscrire, ou reconceptualiser les classes sociales afin que celles-ci soient dorénavant « territorialement définies » (82) en fonction du lieu physique qu'elles veulent ou peuvent effectivement occuper; autrement dit, inventorier et délimiter les terrains réels et les paysages des « luttes géo-sociales, avant de les recomposer » (120). Pour Bruno Latour, nous assistons à un « déficit de représentation » des forces du changement social (120). Même l'attachement à la Terre doit être réaffirmé et rejustifié, voire renommé, afin de remplacer des termes usés, trop vagues, d'apparence ésotérique ou mal définis: « Nature? », « Gaïa? », « Planète bleue? ». Insatisfait de ces différentes manières de pointer notre intérêt collectif à vouloir sauver la planète, Bruno Latour proposera provisoirement le terme « Terrestre comme nouvel acteur-politique » (56).

Et l'anthropocène? Si Bruno Latour emploie ce concept dans la première moitié de son essai, il n'en fait pas ici son objet d'étude principal, contrairement à certains de ses livres précédents (comme *Face à Gaïa*). Sur le plan théorique, Bruno Latour part de tout ce que l'économiste Karl Polanyi ne pouvait nullement pas prévoir en 1945: « Polanyi a surestimé les capacités de résistance de la société à la marchandisation » (80). Le livre *Où atterrir ?* ne contient pas d'index (et c'est dommage), mais l'auteur le plus cité ici — à part Bruno Latour lui-même — serait probablement Karl Polanyi. Et dans les notes en fin de volume, toutes plus inspirantes les unes que les autres, Bruno Latour mentionnera une foule de travaux contemporains — français mais aussi anglo-saxons — comme ce livre méconnu de Naomi Klein, *Tout peut changer: capitalisme et changement climatique*, paru en 2015 (voir note 54, p. 147). On peut relire avec intérêt et d'un seul trait la suite des abondantes notes bibliographiques.

Pris isolément, le titre du livre (*Où atterrir ?*) semblera éminemment ambigu, mais en définitive plutôt approprié. En fait, en se demandant métaphoriquement à quel endroit se poser, Bruno Latour préconise pour les politiques environnementales futures un ancrage européen, dans la mesure où les pays d'Europe ne peuvent désormais plus, depuis le rejet de l'Accord de Paris, compter sur les États-Unis pour inspirer ou guider (et encore moins pour financer) des orientations futures axées sur une meilleure compréhension des enjeux

écologiques. Autrement dit, l'attitude de plus en plus fréquente des différents gouvernements fédéraux préconisant d'attendre les décisions des autres pays afin de prendre une décision concertée (face à un problème global) constitue une perte de temps et équivaudrait à rien de moins qu'une politique de laisser-faire, et ce dans un contexte d'urgence climatique. La section finale récapitule l'argumentation et revient brièvement sur certaines dichotomies déjà énoncées ailleurs comme la complémentarité pouvant exister entre le local et le global; l'auteur reprend des lieux communs sur le problème de la protection des frontières nationales, etc. Chose inhabituelle, Bruno Latour se permet de se présenter dans les dernières pages en fournissant des éléments plus personnels sur ses origines bourgeoises, ses préoccupations de chercheur, sa vision du monde et son idéal (126–134).

*Où atterrir ?* est un ouvrage engagé, bien documenté, rédigé clairement et accessible pour un large lectorat, au-delà des simples politicologues. Certains passages manquent parfois d'approfondissement et de nuance, mais ceux-ci gagnent en revanche en concision. On repense parfois en le lisant aux livres de Jeremy Rifkin comme *Who Should Play God?* (1977), mais aussi *Le rêve européen : ou comment l'Europe se substitue peu à peu à l'Amérique dans notre imaginaire* (Fayard, 2005), ou plus récemment *The Green New Deal: Why the Fossil Fuel Civilization Will Collapse by 2028, and the Bold Economic Plan to Save Life on Earth* (2019). Mais on pourrait aussi ajouter que ce dernier livre se situe en continuité des ouvrages précédents de Bruno Latour, penseur polyvalent et critique à l'esprit transdisciplinaire. Cette ouverture transdisciplinaire pourra instruire de nombreux politicologues.

## Democracy in Canada: The Disintegration of Our Institutions

Donald J. Savoie, Montreal and Kingston: McGill-Queen's University Press, 2019, pp. 504.

Louise Cockram, Carleton University ([LouiseCockram@cmail.carleton.ca](mailto:LouiseCockram@cmail.carleton.ca))

Donald Savoie describes his latest book, *Democracy in Canada: The Disintegration of Our Institutions*, as his magnum opus (9). Indeed, *Democracy in Canada* is an ambitious work that offers an extensive, sometimes incisive, critique of Canada's federal political institutions. The book has a broad scope; one of Savoie's many critiques of the state of democracy in Canada is the argument that the locus of decision-making power has shifted from the democratically elected House of Commons toward unelected bodies such as the Supreme Court and officers of Parliament. Savoie also returns to themes addressed in his earlier work, including the centralization of executive power in the Prime Minister's Office (PMO), as well as accountability relationships between public servants and the government. However, his primary claim is that there is a lack of regional representation in Canada's federal political institutions.

According to Savoie, Canada's political structure was doomed from the beginning to neglect regional concerns and realities. He writes that Canada's political system was based on the blueprint of British institutions, which reflected a unitary state and a heavily class-conscious society, and so it did not take regional differences into account. At the time of Confederation, John A. Macdonald envisioned the Canadian government as a centralized federation with the provinces as subordinate governments, much to the dismay of the Maritime partners in Confederation. As a project to bring Canada West and Canada East together under a system that would balance power between the French and English population, Confederation did not reflect the needs of the regions, particularly Atlantic Canada.